

Formulaire obligatoire (art. 1477-II du code général des impôts)

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

COTISATION FONCIÈRE DES ENTREPRISES 2023



FISCALITÉ DIRECTE LOCALE



DÉCLARATION INITIALE en cas de création d'établissement ou de changement d'exploitant intervenu en 2022

DÉPARTEMENT														
COMMUNE														
DU LIEU D'IMPOSITION														
	TIMBRE À DATE DU SERVICE													
		Dan			F F 1er 4	NIV/IED	2022		:			_!!	٠	
				mplaire AVANT vez vous adress					e des im	pots des	entrepr	ises ci-	aessus	,
		ACCUEIL	: Hor	aires disponil	bles sur	impot	s.gouv.	.fr						
		ou télé	pho	nez au :										
		ou messagerie :												
A1 Identification	on de l'entreprise		со	MPLÉTER ou R	ECTIFIE	R dans	la parti	ie droi	te les m	entions	absent	es ou e	erroné	es
	ou nom et prénom													
			1											
Activités exerce	ées													
			2											
Adresse dans la	commune													
			3											
Adresse où doi	t être envoyé l'avis d'imposition en cas d'é	dition sous f	orm	at papier										
			4											
Numéro SIRET	de l'établissement													
			5		\top	Т	П	Т	Т	т	\top			
Code de l'activ	ité de l'établissement (NACE)										_			
Code de l'activ	ite de l'établissement (NACL)		6		$\overline{}$	Т		-	_				-	-
			6											
Inscription au r	épertoire des métiers et de l'artisanat													
			7				OUI			NON	1			
Comptable de	l'entreprise													
Nom:														
Adresse : Numéro de télé	éphone :													
Adresse électro														
A2 Activité pro	fessionnelle exercée de mon domicile ou e	xercée en cl	ientè	ele										
	osez d'aucun autre local, cochez la case \Box		Pré	écisez la surf l'activité ex	face oc cercée	ccupé à don	e pour nicile :	r les b	esoins	m ²				
	de la personne ayant établi la déclaration si e ersonnel salarié de l'entreprise.	elle ne fait	À.					le						
Pas Partie du P	craomier salane de l'entreprise.		218	nature										
Téléphone : Adresse électro	onique :													
			_											

Λ2															
A3	Origine de l'établissement (case à cocher)													
☐ Création d'établissement			☐ Début d'				′activité 🔲 Transfert d′a				ctivité				
☐ Acquisition d'établissement			☐ Apport				☐ Scission				☐ Fusion				
Α4	dentification de l'ancien exploitant (1)														
Den	omination ou Nom et Prénom														
	Activité exercée														
R1															
Renseignements pour l'ensemble de l'entreprise Période de référence : année civile 2021 ou exercice de 12 mois clos en 2021											_				
Entre	orise créée en 2022					Entre	prise existante en 2021								
Date	de création de l'entreprise (jj/mm/aaaa	1	1//			Date of	de création de l'entrep	rise (jj/mm/aaaa)	12	//	<i>'</i>				
									Н						
Effect	if au cours de l'année civile 2022 ⁽²⁾	2		,		Effect	if au cours de l'année d	civile 2021 ⁽²⁾	13		,				
									Н		Н				
	Apprentis sous contrat	3		,			Apprentis sous contra	at	14		,				
dont						dont					П				
	Handicapés physiques	4		'			Handicapés physique	es .	15		'				
Cala ::	(_				Calani					П				
Salarie	és affectés à une activité artisanale	5		′		Salarie	és affectés à une activité artisanale				′				
Chiffr	e d'affaires HT ou recettes HT estimés	6				_	Chiffre d'affaires HT ou recettes HT en 2021								
pour 2	2022	Ů	6				'exercice clos en 2021, lorsque mais ne coïncide pas avec l'ar	17							
Aiuste	ment à l'année ⁽³⁾ 7 (ligne 6) x 1:	2 8				Ajustement à l'année ⁽³⁾ 18 (ligne 17) x 12			19						
		Ļ							L						
Recettes brutes HT ou chiffre d'affaires HT provenant de la location ou sous-location d'immeubles nus à usage autre que l'habitation estimées pour 2022 ⁽⁴⁾						Recettes brutes HT ou chiffre d'affaires HT provenant de la location ou sous-location d'immeubles nus à usage autre que l'habitation en 2021 (4)									
									20						
THADIO						611 202	21 **	//: 20\ ·· 12	H						
Ajustement à l'année (3) 10 (ligne 9) x 12			1			Ajustement à l'année ⁽³⁾ 21 (ligne 20) x 12									
B2															
	Renseignements pour l'établissement														
Si cet	établissement est celui où est exercée	l'activ	ité à titre p	rinc	cipal, co	chez la	case (5)		1						
											П				
Nombre de salariés employés par l'établissement au cours de l'année civile 2022 ⁽⁶⁾								2		,					
Durée d'exploitation pour le nouvel															
Activités à caractère saisonnier, indiquer la durée						établissement en 2022 (en semaines)			3						
	oitation en semaines (cocher la case) (Durée d'exploitation normalement prévu			4						
				2023 (en semaines)											
Micro-entrepreneur bénéficiant du régime micro-social prévu							5	,	,						
à l'article L. 133-6-8 du code de la sécurité sociale (cocher la case) (8)						٦	/	/							
Activité professionnelle exercée à temps partiel ou pendant moins de 9 mois de l'année, cocher la case								6							
Actività professioninene exerces a temps partier ou pendant mons de 9 mois de 1 amilee, coener la case								Ľ							
En cas	d'éolienne produisant de l'énergie éle	ctriqu	e, cocher la	ca	se ⁽⁹⁾				7						
	,	-1-							Н						
Date de raccordement au réseau de l'installation produisant de l'énergie électrique (jj/mm/aaaa) ⁽¹⁰⁾							8								
							Н			\dashv					
Pour les ouvrages hydrauliques, indiquer le prorata hydraulique relatif à la commune d'imposition (nombre avec deux chiffres après la virgule) ⁽¹¹⁾								9	,		%				

C Biens du nouvel établissement passibles d'une taxe foncière (12)

Informations **obligatoires** sauf si elles ont été fournies en réponse à la lettre d'accueil adressée par l'administration lors de la prise en compte de la création de l'établissement. En vertu de l'article 1729 B.2 du code général des impôts, les omissions ou inexactitudes constatées dans un document qui doit être remis à l'administration fiscale entraînent l'application d'une amende de 15 € par omission ou inexactitude sans que le total des amendes applicables aux documents devant être produits simultanément puisse être inférieur à 60 € ni supérieur à 10 000 €. Si ce cadre est insuffisant, joindre un état établi sur ce même modèle.

Bien n° 1									
Nature du bien(13)	1								
Adresse du bien	2								
Situation du bien (bâtiment, étage, escalier)	3								
Le cas échéant, numéro de lot dans la copropriété	4								
Identité de l'occupant précédent	5								
Date de début d'occupation du bien	6								
Superficie totale des locaux en m²	7								
Détail (en m²) de l'affectation de la superficie à usage :									
– Professionnel	8								
– Industriel	9								
- Commercial	10								
– Habitation	11								
Détail (en m²) de l'utilisation des surfaces à usage professionnel en :									
– Magasin	12								
– Entrepôt	13								
– Bureaux	14								
– Autres à préciser	15								
Vous êtes :									
– Propriétaire	16								
– Locataire Dans l'affirmative, veuillez joindre la copie du bail et préciser le nom et l'adresse du propriétaire	17	□ Nom et adresse du propriétaire :							
– Sous-locataire Préciser les noms du propriétaire ainsi que son adresse, du titulaire du bail et joindre le contrat de sous location	18	☐ Nom et adresse du propriétaire : - Nom du titulaire du bail :							
– En domiciliation commerciale Préciser les noms du propriétaire ainsi que son adresse, de la société hébergeante et joindre le contrat de domiciliation commerciale	19	☐ Nom et adresse du propriétaire : - Nom de la société hébergeante :							
– En domiciliation à titre gratuit Préciser les noms du propriétaire ainsi que son adresse, de la société hébergeante et joindre le contrat ou la convention de domiciliation	20	Nom et adresse du propriétaire : - Nom de la société hébergeante :							
Si vous partagez des locaux, veuillez indiquer le nom des autres utilisateurs	21								
Si vous disposez de places de parkings réservées exclusivement à l'exercice de votre activité professionnelle, préciser leur nombre et leur adresse si cette dernière est différente de celle de votre activité professionnelle.	22	☐ Nombre de places : Adresse :							
Si vous êtes membre d'une SCM, veuillez indiquer le SIREN de la SCM et la surface du bien occupée à titre privatif	23	SIREN : Surface en m²:							
Si vous êtes loueur en meublé, précisez la nature du local loué :									
- local d'habitation personnelle classé « meublé de tourisme »	24								
 local d'habitation personnelle loué meublé autre que ceux visés aux 1° et 2° de l'art. 1459 du CGI 	25								
– autre local loué meublé	26								
Pour les biens bénéficiant de la réduction prévue à l'article 1518 A <i>bis</i> du CGI, indiquer le pourcentage de réduction (100, 75, 50 ou 25) et la 1 ^{re} année d'entrée du bien dans la base d'imposition.(14)	27	- Pourcentage de réduction : - 1 ^{re} année d'entrée du bien :							

Principales exonérations						
Veuillez indiquer l'exonération (CFE et / ou CVAE) pour à votre choix (une seule ligne de choix possible)	laqu	velle vous désirez opter en cochant dans la partie dro	ite l	es cases c	orre	espondan
D1 Exonérations accordées sur délibérations des colle	ecti	vités locales		CFE	C	CVAE (15)
- du régime de l'article 44 sexies du CGI						
Entreprises nouvelles (art. 1464 B du CGI) dans le cadre : (16)		u régime de l'article 44 <i>quindecies</i> du CGI	1b		2b	
Créations d'établissement (art. 1478 <i>bis</i> du CGI) ⁽¹⁷⁾	3		4			
D2 Exonérations accordées de droit sauf délibération	ıs cc	ntraires des collectivités locales		CFE		CVAE
Petites entreprises commerciales situées dans un quarti septies du CGI) ⁽¹⁸⁾	5		6			
Préciser le bien pour lequel l'exonération est demandée (adresse précise, n° de lot) :	7					
Pour chacun de ces biens, préciser par un pourcentage concerné affecté à l'activité exonérée :						
Exonération en faveur de certaines locations en meublé		CFE		CVAE		
Adresse précise et n° de lot du bien	9					
	L.	cal classé dans les conditions prévues à l'article 324-1 du code de tourisme lorsque ce local est mpris dans votre habitation personnelle			11	
Nature du local exonéré		ut ou partie de l'habitation personnelle donnée en ation par des personnes autres que celles visées aux et 2° de l'article 1459 du CGI ainsi qu'à la ligne dessus	12		13	
D3 Exonérations nécessitant une déclaration spécifique r	ո° 14	55-SD disponible sur le site www.impots.gouv.fr ⁽²⁰⁾		CFE		CVAE
	П	'aide à finalité régionale (art. 1465 du CGI)	14		15	
Exonération relative aux opérations réalisées dans les zones		'aide à l'investissement des petites et moyennes ntreprises (art. 1465 B du CGI)	16		17	
	- d	e revitalisation rurale (art. 1465 A du CGI) (cf. N.B.	18		19	

N.B.: les redevables sollicitant ou bénéficiant de l'exonération visée à l'article 1465 A du CGI au titre des créations et reprises d'activités commerciales, artisanales ou provenant de l'exercice d'une activité non commerciale définie à l'article 92 du CGI sont dispensés de joindre la déclaration nº 1465-SD.

Autres exonérations : compléter et joindre l'annexe 1447 E disponible sur impots.gouv.fr

Si vous remplissez les conditions pour bénéficier d'un autre dispositif d'exonération ou d'abattement que ceux proposés ci-dessus, comme par exemple les contribuables d'outre-mer qui satisfont les conditions pour bénéficier de l'abattement de base nette de CFE prévu à l'article 1466 F du CGI, il convient de compléter et transmettre l'annexe 1447 E disponible sur le site impots.gouv.fr.

CONFIDENTIALITÉ - PROTECTION DE VOS DONNÉES PERSONNELLES

Les informations recueillies pour l'identification et le calcul des bases d'imposition de la cotisation foncière des entreprises (CFE) et de l'imposition forfaitaire des entreprises de

Les informations recueilles pour l'identification et le caicui des bases d'imposition de la cotisation fonciere des entreprises (CFE) et de l'imposition forfattaire des entreprises de réseaux (IFER) font l'objet d'un traitement de données à caractère personnel mis en œuvre par la Direction Générale des Finances Publiques (120 rue de Bercy 75772 Paris).

Ce traitement permet d'établir des rôles d'imposition et/ou des dégrèvements relatifs à la CFE et aux IFER.

Les informations concernant votre CFE et/ou vos taxes annexes et/ou votre IFER peuvent être communiquées aux collectivités territoriales.

Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et au règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant ainsi que d'un droit à la limitation du traitement auprès de votre centre des finances publiques. En outre, si vous estimez que le traitement de vos données n'est pas conforme aux dispositions légales et réglementaires, vous pouvez exercer votre droit de réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.